

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

APPEL D'OFFRE OUVERT NATIONAL SUR OFFRE DE PRIX

MARCHE N°52/CS/2024

TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DES ESPACES VERTS "COMMUNE DE SALE"

C.P.S

Le présent marché reconductible est passé par appel d'offres ouvert national sur offres de prix en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 et l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 (8 mars 2023) relatifs aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : NATURE DES TRAVAUX

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

ARTICLE 8 : DESIGNATION DES INTERVENANTS :

ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 16: RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 17 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

ARTICLE 18 : APPROVISIONNEMENTS

ARTICLE 19 : DROITS D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 20 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

ARTICLE 21 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 22 : GESTION DES DECHETS DU CHANTIER

ARTICLE 23 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

ARTICLE 24 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX

ARTICLE 25 : RECEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 26 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 27 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 28 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 29 : PENALITES PARTICULIERES POUR DEFAILLANCES DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

EXECUTEES

ARTICLE 30 : RECEPTION DEFINITIVE

ARTICLE 31 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 32 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 33 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 34: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 35 : AVANCES

CHAPITRE II : GENERALITES SUR LE MODE D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

ARTICLE 36 : LIEUX D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

ARTICLE 37 : RESPONSABILITE ET OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 38 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

ARTICLE 39 : PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX

ARTICLE 40 : SURVEILLANCE *ET CONTROLE DES TRAVAUX*

ARTICLE 41 : REUNION DU CHANTIER

ARTICLE 42 : RAPPORTS TECHNIQUES

ARTICLE 43: PERSONNEL DE L'ENTREPRISE

ARTICLE 44 : TENUE DE TRAVAIL ET ENGAGEMENT

ARTICLE 45 : MATERIELS, VEHICULES ET ENGINS DE L'ENTREPRISE MIS A LA DISPOSITION DES TRAVAUX OBJET DU MARCHE.

ARTICLE 46 : ETENDUE DE GARANTIE

ARTICLE 47 : CONSERVATION DES CARACTERISTIQUES DES ESPACES VERTS

ARTICLE 48 : GARANTIE DE REPRISE DE TOUS LES VEGETAUX

CHAPITRE III : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 49 : DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

CHAPITRE IV : DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 50 : DEFINITION DES PRIX

CHAPITRE V : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

MARCHE N° 52 /CS/2024
TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DES ESPACES VERTS
"COMMUNE DE SALE"
LOT UNIQUE

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert national sur offres de prix en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 et l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 8 mars 2023 relatifs aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration ",

D'UNE PART,

ET

Pour les personnes physiques :

Je soussigné : (prénom, nom et qualité) agissant
en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Adresse du domicile élu

affilié à la (1) sous le..... inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°..... inscrite à la taxe professionnelle sous n°

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise

Compte Bancaire n°..... (RIB sur 24 positions), ouvert auprès de
(banque)..... à.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2- Pour les personnes morales :

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société), au

Capital social de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu

Affiliée à la (1) Sous le n°

Inscrite au registre du commerce.....(localité)sous le n°.....

Inscrite à la taxe professionnelle sous n°

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise

Compte Bancaire n°..... (RIB sur 24 positions), ouvert auprès de (banque)..... à.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

3- Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés :(2)

Membre n°1 :

Membre n°2 :

Membre n°n :

Compte Bancaire n°..... (RIB sur 24 positions), ouvert auprès de (banque).....
à.....

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement /solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons(prénom , noms et qualité) en tant que mandataire du groupement

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale

Indiquer les mêmes informations prévues au 1- ou 2- ci-dessus ; selon le cas.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI:

CHAPITRE I :
CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent appel d'offre ouvert national ayant pour objet : **Travaux d'Entretien courant des espaces verts- Commune de Salé - Le Présent marché est à lot unique**

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

- a) Nettoyage et entretien des jardins et espaces verts
- b) Arrosage des espaces verts
- c) Taille et entretien des arbres, arbustes et palmiers
- d) Semis du gazon ,plantation des arbres, palmiers et arbustes
- e) Fertilisation des espaces plantés
- f) Entretien des systèmes d'arrosage

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIFS DU MARCHE ET TEXTES DE REFERENCES

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux objet du présent marché résultent de l'ensemble des documents suivants :

Pièces constitutives du marché :

Les pièces contractuelles constituant le marché :

- L'acte d'engagement;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS);
- Bordereau des prix et détail estimative des travaux;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le Décret, le Décret n°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) .

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 27 du décret n°2-12-349, ceux qui prévalent dans l'ordre ou ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX :

- Dahir N°1-15-85 du 20 Ramadan 1436 (7 Juillet 2015) pris pour application de la loi Organique n°113.14 relatifs aux communes.
- Décret N°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvent le cahier de clauses administratives générales applicables aux marchés travaux.
- Décret N°2-16-344 du 22/07/2016 fixant les délais de paiement des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- La loi N°112.13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics. -
- Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Décret N° 2.17.451 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.
- Dahir N°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires aux soumissionnaires adjudicataires des marchés publics.
- Arrêté du Chef du gouvernement N°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics.
- Arrêté N°1689-23 du 03 Juillet 2023 pris pour application de l'article 153 du décret N°2-22-431 du 8/3/2023 relatif aux marchés publics.
- Arrêté du Ministre de l'intérieur N°3573-13 du 6 Safar 1435 (10 Décembre 2013) fixant les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et communes.
- La circulaire de Monsieur le Chef de gouvernement n°15/2020 du 15/09/2020 relative à la préférence en faveur de l'entreprise nationale.
- Arrêté du ministre délégué auprès de ministre de l'économie et des finances chargé du budget 1692-23 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.
- Décret n° 2-14-272 du 14-05-2014 relatif aux avances en matière de marchés publics. B.O. n°6262 du 05-06-2014
- La circulaire 1/61/SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale.

- Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre ; notamment le Décret N°2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985).

L'Entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de Soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

Conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG-T Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement à l'entrepreneur, par ordre de service, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du CCAG-T.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics, promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'administration, maître d'ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par les soins de Monsieur le président de la commune urbaine de Salé ;

2°) Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi 112-13 peuvent être requis au maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

3°) les dits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13

4°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le trésorier préfectoral de Salé, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

5) Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention " exemplaire unique" dûment signée et indiquant que la dite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8 : DESIGNATION DES INTERVENANTS :

Les personnes intervenantes dans le présent marché sont :

- Monsieur le président de la commune de Salé en tant qu'Ordonnateur
- le chef de la division des travaux et aménagement urbain.

ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le suivi de l'exécution du marché est confié au le chef de la division des travaux et aménagement urbain chef service des espaces verts. La qualité de cette personne sera notifiée à l'entrepreneur.

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du marché ainsi que les actes qu'elle est habilitée à prendre pour assurer sa mission sont :

- Le suivi et l'encadrement technique de l'entreprise durant toute la période du marché
- La vérification et la signature des attachements.
- Dresser les procès-verbaux de carence.
- La validation des attachements
- La réception des travaux réalisés
- Dresser et signer les décomptes.

ARTICLE 10 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification qui lui est faite de l'approbation de son marché en application des dispositions de l'article 143 du décret N°2-22-431 précité.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;

- Le pourcentage des dites prestations par rapport au montant du marché ;

- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché, à savoir

-travaux d'arrosage

-Travaux d'entretien des pelouses

-Travaux de taille des arbres et élagage des palmiers.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 151 de décret précité n°2-12-349.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis à vis des ouvriers et les tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION

Le présent marché sera conclu pour une durée d'**une (01) année à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations** jusqu'au 31 décembre de l'année. Il sera renouvelable par tacite reconduction d'année en année sans que la durée totale du marché n'excède **Trois (03) années**.

Toutefois, la non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis. La partie diligente doit notifier le préavis par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de **deux (2) mois** avant la fin de l'exercice budgétaire.

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

ARTICLE 13 : CARACTERE GENERAL DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le règlement.

ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX

En application de l'arrêté du premier Ministre n° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés ; les prix du marché sont révisés par application de la formule ci-dessous :

$$P = (0.15 + 0.35 * (S1/S1^0) + 0.35 * (ChTp) / (ChTp^0) + 0.05 * Mtn^0 + 0.10 * (G/G^0)) * P^0$$

Dans laquelle :

P= Montant hors taxe révisé de la prestation considérée

P°= Montant hors taxe initial de la prestation considérée

P/ P°= Coefficient de révision des prix

S1° = Index relatif au salaire du mois de la date limite des remises des offres

S1= Index relatif au salaire du mois de la date de l'exigibilité de la révision

ChTp°= Index relatif aux charges sociales du mois de la date limite de remise des offres

ChTp = Index relatif aux charges sociales du mois de la date de l'exigibilité de la révision

Mtn° = Index relatif aux transports du mois de la date limite de remise des offres

Mtn = Index relatif aux transports du mois de la date de l'exigibilité de la révision

G° = Index relatif au gazoil du mois de la date limite des remises des offres

G = Index relatif au gazoil du mois de la date de l'exigibilité de la révision

- Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de remise des offres
- Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de réalisation des prestations
- Les valeurs index incluses dans la formule de révision des prix précitées sont celles publiées mensuellement par le ministère de l'équipement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à deux cent mille (200 000,00) dirhams.

Le cautionnement provisoire reste acquis à la Commune de Salé notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le cautionnement provisoire reste acquis selon le cas à la commune de Salé dans l'un des cas suivants:

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a) , b) , c) , d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévues à l'article 36 du décret précité

- Si l'attributaire refuse de signer le marché.

- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret précité

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à la commune de Salé.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAG travaux, ou la caution qui le remplace est libéré à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du P.V de la réception définitive des travaux.

En cas de groupement, les cautionnements provisoire et définitif doivent être constitués dans les conditions prévues au paragraphe C de l'article l'article 150 du décret n°2-22-431 précité.

ARTICLE 16: RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAGT, La retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10%) du montant du chaque acompte, elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmentée le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée à la demande de l'entrepreneur par une caution personnel et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Elle sera restituée à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du P.V de la réception définitive, sous réserve que le titulaire du marché ait satisfait à toutes ses obligations conformément à l'article 64 du CCAGT.

ARTICLE 17 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché conformément à l'article 25 du CCAG-T à savoir celles se rapportant :

- Aux véhicules automobiles utilisés sur le chantier ;
- Aux accidents du travail pouvant survenir au personnel de l'entrepreneur ;
- A la responsabilité civile incombant : à l'entrepreneur et au maître d'ouvrage,
- Aux dommages à l'ouvrage
- Aux tous risques de chantier

Aucun règlement ne sera effectué tant que l'entrepreneur n'aura pas adressé au maître d'ouvrage, copies certifiées conformes des polices d'assurances contractées pour la couverture des risques énumérés au paragraphe précité

ARTICLE 18 : APPROVISIONNEMENTS

Le présent marché ne prévoit pas d'acompte sur approvisionnements de matériaux et matières premières destinés à entrer dans la composition des travaux objet du marché.

ARTICLE 19 : DROITS D'ENREGISTREMENT

L'entrepreneur doit se soumettre obligatoirement à la formalité d'enregistrement du marché, Dans un délai de 30 jours commence à courir à compter de la date de notification de l'approbation du marché par l'autorité compétente.

ARTICLE 20 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

Conformément à l'article 149 du décret n°2-22-431 précité, le titulaire du marché s'engage à recourir à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché dans la limite d'un taux de 20 % de l'effectif requis pour l'exécution de ces prestations.

ARTICLE 21 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 22 : GESTION DES DECHETS DU CHANTIER

Pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu responsable de l'élimination des déchets générés par les travaux objet du présent marché et ce conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-T.

ARTICLE 23 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur s'engage à respecter strictement les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-T

Le chantier doit être, avant tout commencement, approvisionné en matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. En outre, l'entrepreneur doit faire une gestion de sorte à ne pas avoir des attentes à défaut de matériaux (faire des commandes à temps). Ces matériaux doivent être stockés de telle façon à ne pas gêner les riverains et les usagers ni perturber la circulation sur les voies avoisinants le lieu des travaux.

Il doit assurer le gardiennage et le nettoyage quotidien du chantier durant la période des travaux.

ARTICLE 24 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX

Conformément à l'article 42 du CCAGT, les matériaux et produits doivent être conformes à des spécifications techniques ou à des normes marocaines homologuées, ou à défaut, aux normes internationales. Dans chaque espèce, catégorie ou choix, ils doivent être de la meilleure qualité, travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. Ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par le maître d'ouvrage à la diligence de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le maître d'ouvrage les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

L'entrepreneur doit, à toute réquisition, justifier de la provenance des matériaux et produits par la production des factures, bons de livraison, certificats d'origine.

ARTICLE 25 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 26 : DELAI DE GARANTIE

Conformément aux stipulations de l'article 75 du CCAG-Travaux, Le délai de garantie est fixé à douze (12) mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des défauts, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

ARTICLE 27 : MODALITES DE REGLEMENT

Il se fait application des dispositions des articles 60, 61, 62, 63, 64 et 68 de CCAG-T. Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie et des pénalités de retard, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues à l'entrepreneur seront versées au compte bancaire ouvert au nom du concurrent indiqué au préambule du présent CPS.

ARTICLE 28 : PENALITES POUR RETARD

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-travaux.

A défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Lorsque le plafond de la pénalité est atteint, le maître d'ouvrage est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions des articles 69, 79 et 80 du CCAG-T.

ARTICLE 29 : PENALITES PARTICULIERES POUR DEFAILLANCES DE LA QUALITE DES PRESTATIONS EXECUTEES

Conformément à l'article 66 du CCAG-T, l'ensemble du montant des pénalités particulières est plafonné à 2 cent (2%) du montant initial du marché éventuellement complété par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation des travaux.

Ces pénalités sont prélevées dans les mêmes conditions que celles prévues pour les pénalités du retard dans l'exécution des travaux.

le non-respect de la qualité des prestations exécutées par le titulaire du marché, engendra les pénalités suivantes :

TABLEAU DES PENALITES PARTICULIERES

PENALITE	MONTANT DE LA PENALITE
Défaillance du balayage des feuilles mortes	Pénalité de 2% du montant mensuel TTC par intervention du prix n°1
Défaillance d'évacuation des déchets	Pénalité de 2% du montant mensuel TTC par intervention du prix n°1
Défaillance d'arrosage	Pénalité de 2% du montant mensuel TTC par intervention du prix n°2
Défaillance de la tonte du gazon	Pénalité de 2% du montant mensuel TTC par intervention du prix n°3
Défaillance d'égouttage, d'abatage et dessouchage	Pénalité de 2% du montant mensuel TTC par intervention des prix n°9 et 10, selon le cas
Défaillance du traitement phytosanitaire	Pénalité de 2% du montant mensuel TTC par intervention du prix n°21
Défaillance de la fourniture et mise en place de la terre végétale, fumure organique et minérale et fertilisant	Pénalité de 2% du montant mensuel TTC par intervention du prix n°18 ; 19 ; 20 et 22 ,selon le cas
Absence aux réunions de chantier	L'Entrepreneur, ou son représentant, sera tenu d'assister au moins une fois par semaine aux visites de chantier faites par le Maître

	d'Ouvrage. Pour chaque absence, il lui sera appliqué une pénalité non récupérable de Cinq mille dirhams (5.000,00 DH)
Défaillance à l'enlèvement du matériel et des matériaux	Le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est de dix (10) jours de calendrier à compter de la date de la réception provisoire. Une pénalité particulière de Cinq cent (500) DH par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai indiqué plus haut.

La constatation des pénalités pour défaillance de la qualité des prestations exécutées sera faite moyennant un PV signé par les personnes habilitées à cet effet. L'entrepreneur doit remédier à sa charge à tous les dégâts causés par les prestations manquantes ou incomplètes.

Lorsque le plafond des pénalités citées aux paragraphes ci-dessus est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 69, 79 et 80 du CCAG-T.

En cas de retard de l'entrepreneur dans la remise de certains documents ou rapports ou par défaut de réalisation de certaines de ses obligations, Une pénalité particulière de mille (1.000,00) dirhams par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration de la date de mise en demeure remis à l'entrepreneur relatif à ce sujet. Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur. Conformément à l'article 66 du CCAGT, l'ensemble de ces pénalités est plafonné à deux pour cent (2%) du montant initial du marché.

ARTICLE 30 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 31 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

La neige : 30 cm

La pluie : 60 mm

Le vent : 60 km /h

Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 32 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du Décret n°2-22-431 du 08-03-2023 relatif aux marchés publics et notamment celles prévues aux articles 33, 47et 52,58,65,70,79 et 80 du CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions, et aux autres cas prévus par le CCAGT.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans autorisation de continuer l'activité ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché. Dans ce cas un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complétés par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétence dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 33 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 29 et 162 du décret du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 34: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux. Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 35 : AVANCES

Conformément au décret n°2-14-272 du 14 rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics (B.O. n° 6262 du 5 juin 2014). Et vu qu'il s'agit d'un marché reconductible dont le montant du marché ne dépasse pas les 10 millions de dirhams.

Il est prévu dans ce marché d'octroyer une avance n'excédant pas dix (10) % du montant du total toutes taxes comprises au profit du titulaire du marché pour assurer le financement des dépenses engagées en vue de l'exécution des travaux d'entretien dudit marché ; si le titulaire sollicite le maître d'ouvrage de bénéficier de cette avance.

Le remboursement de l'avance sera déduit des montants des trois (3) acomptes dus au titulaire selon les taux suivants :

Acompte 1 : 30 %

Acompte 2 : 30%

Acompte 3 : 40 %

Le remboursement du montant total de l'avance doit, en tout état de cause, être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

Toutefois ces remboursements ne peuvent pas être modifiés par avenant.

Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire l'engageant à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage. La caution personnelle et solidaire doit être choisie parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

CHAPITRE II :
GENERALITES SUR LE MODE D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

Article 36: LIEUX D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

Les travaux d'entretien seront réalisés dans les jardins et les espaces verts sur voies publiques de la ville de Salé, selon les listes ci-après :

1- LISTE DES JARDINS

<u>Dénomination</u>	<u>localisation</u>	<u>TYPE</u>	<u>Superficie (m2)</u>
<u>Arrondissement Bettana</u>			
Jardin Al massira 1	Avenue Al massira	jardin	15000,00
Jardin Al massira 2	Avenue Al massira	jardin	4630,00
Jardin Al massira 3	Avenue Al massira	jardin	12450,00
Place Plateau	Avenue hassan II	Place	6600,00
Jardin ISTA	Avenue Abdelkarim Al khattabi	jardin	15000,00
Jardin côté gare routiere	Avenue hassan II	jardin	6015,00
Jardin 20 aout	hay salam Idafi	jardin	10550,00
Jardin Palestine	près mosquée palestine	jardin	3400,00
Jardin hay moulay Ismail	hay moulay ismail	jardin	6000,00
Place 1 Hassan II	avenue Hassan II	Place fontaine	1814,00
Place 2 Hassan II	Av Hassan II	place collège Al jahid	3000,00
Parc Al houria	avenue route meknés	jardin	24000,00
Jardin Moulay R'chid	Avenue hassan II	jardin	32000,00
<u>Arrondissement Tabriquet</u>			
Jardin Ismailia	bd Abdelkhalek Torres	jardin	7700,00
Jardin école forestiere	avenue soudane	jardin	4620,00
Jardin frougui	près mosquee mohammed VI	jardin	2500,00
jardin Al amale	avenue moulay youssef	jardin	4500,00
jardin Moulay abdellah	avenue abdelkhalek torrès	jardin	27000,00
jardin mowahiddine	hay lala aicha	jardin	3750,00
place Rostane	avenue soudane	place	4700,00
<u>Arrondissement H'ssaïne</u>			
jardin Mail centrail 1	Sala Al jadida	jardin	17487,00
jardin Mail central 2	Sala Al jadida	jardin	11625,00
jardin Mail central 3	Sala Al jadida	jardin	4209,00
Place Mosqué Mohamed VI	Sala Al jadida	Place	3465,00
<u>Arrondissement lemrisa</u>			
Jardin firdaous	Bab bouhaja	jardin	5130,00

jardin Al moukawama	Avenue Al moukawama	jardin	8000,00
Espaces route cotiere	Route cotiere	corniche cotiere	136000,00
Place bab lamrissa	Bab Lamrissa	place	25942,00
Jardin Mosquée Ali ben abi Talib	Route de Mehdiya	Mail Central I	7420,00
Jardin Nassim Al Bahr	Route de Mehdiya	Mail Central II	5200,00
<u>Arrondissement laayayda</u>			
jardin Tabari	Quartier Sidi Abdellah	jardin	6200,00
Jardin Hadika	Addoha laayayda	Coulée verte	45000,00

2- LISTE DES BOULEVARDS ET ESPACES D'ACCOMPAGNEMENT:

<u>Boulevards</u>	<u>TYPE de plantation</u>	<u>Quantité</u>	<u>Unité</u>
<u>ARRONDISSEMENT BETTANA</u>			
Avenue Al massira Al Ikhadra	Ficus	380	U
	palmiers	30	U
Avenue Hassan II	Palmiers	270	U
	Espaces engazonés	9350	M2
Av Abdelkrim Al khatabi	Ficus	190	U
	Bigaradier	140	U
Route de Meknès (tranche allant du giratoire hay essalam à la route qui accés au groupe commercial ATAKADAO)	Palmiers	590	U
	Jacaranda	500	U
	Espaces engazonés	31000	M2
Av Atlas Al kabir	Chorisia	170	U
	Arbustes	8420	M2
Avenue Zerbia	Ficus	960	U
Route Ain Lahouala	Ficus	27	U
	Palmiers	55	U
	Espaces engazonés	19574	M2
<u>ARRONDISSEMENT TABRIQUET</u>			
Av Essalam	Palmiers	50	U
	Arbustes	2000	M2

	espaces engazonés	2000	U
Av Abderahim Bouabid	Palmiers	120	U
	Brachychiton	176	U
Av Mohammed V	Ficus	60	U
	Jacaranda	350	U
	arbustes	9638	M2
	espaces engazonés	10400	M2
Av Al Qods	Palmiers	170	U
Av Moulay rachid	Ficus	217	U
	Brachychiton	142	U
Av Ibn Al Haitam	Arbustes	2200	M2
Avenue Boukraa	Ficus	390	U
Espaces d'accompagnements Souk Assalhine	Ficus	240	U
	Melia	3	U
	Olivier	10	U
	Erytrina	40	U
	Jacaranda	17	U
	Platane	27	U
	Espaces engazonés	19400	M2
<u>ARRONDISSEMENT H'SSAINE</u>			
Espaces d'accompagnements Technopolis	palmiers	54	U
	Ficus	200	U
	Espaces engazonés	48 200	M2
Av Outa H'ssaine	Ficus	600	U
	Espaces engazonés	6800	M2
Av Med Ouzzani	Espaces egazonés	7145	M2
<u>ARRONDISSEMENT LEMRISSA</u>			
Route Kénitra	Washingtonia	680	U
	Jacaranda	160	U
	Chorisia	200	U
	Espaces gazonés	6570	M2
	Arbustes	400	M2
Avenue Moukawama	Ficus	120	U

	palmiers	10	U
Les allées de quartier Rmel	Ficus	40	U
Avenue Sounboula	Palmiers	40	U
	Arbres	40	U
Avenue Med Said Alaoui	Palmiers	30	U
	Arbres	40	U
Avenue Annasr	Palmiers	230	U
Avenue Omar Ibn Abdel Aziz	Palmiers	50	U
	Arbres	20	U
<u>ARRONDISSEMENT LAAYAYDA</u>			
Avenue Mohammed V	Ficus	280	U
	palmiers	130	U
	Arbustes	1174	M2

ARTICLE 37 : RESPONSABILITE ET OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR

** L'entrepreneur est responsable de:*

- Toute dégradation et dommage, quelle que soient leurs causes et leur nature, provoquée à l'occasion de l'exécution des prestations, aux tiers, aux ouvrages de voirie qu'ils soient le fait de sa faute personnelle ou du risque du de la réalisation des travaux.
- Tout le dommage causé aux canalisations souterraines, câbles et lignes aériennes en services.
- La responsabilité de l'administration ne pourra être recherchée du fait de l'exécution des prestations pour incidents ou accidents causés aux tiers et aux propriétés privées du domaine public.

** L'entrepreneur devra:*

- Se rendre compte de l'état des lieux ou il sera amené à exécuter ces prestations et d'une façon générale, de toutes les prestations à exécuter.
- Se rendre compte de l'état des ouvrages et des installations existantes.
- Apprécier toutes les difficultés susceptibles d'être rencontrés au cours des prestations. Si celles-ci étaient de nature à empêcher le bon déroulement des travaux, l'entrepreneur devra en faire part dans les meilleurs délais à l'administration et s'il le juge nécessaire, les lui soumettre par écrit.
- Prendre connaissance dans les moindres délais des indications concernant les travaux demandés, les délais d'exécution, la préparation des chantiers, le programme d'exécution des travaux qui lui sont prescrits dans les ordres de service.
- Etre renseigné par le présent cahier des prescriptions ni réserve, exécuter tous les travaux de sa profession indispensable à l'achèvement complet dans les règles de l'art, du programme demandé ou notifié par ordre de service
- Prendre photos avant et après les travaux
- Les déchets doivent être immédiatement évacués des lieux des travaux et aucun matériel ne sera laissé sur le chantier.

ARTICLE 38: INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

Dans un délai de 15 jours ouvrables du jour de la notification de l'ordre de service notifiant l'approbation du marché, l'entrepreneur commence par l'organisation de chantier par :

*L'entrepreneur fournira toutes précisions utiles concernant le matériel et le personnel qu'il compte utiliser sur le chantier.

*L'Administration pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci paraissent insuffisantes. Il est spécifié que l'argument donné par l'Administration aux moyens et procédés

d'exécution ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur quant aux conséquences dommageables que leur utilisation pourra avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'Administration et quant au respect des délais.

ARTICLE 39 : PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX

En exécution des dispositions du C.C.A.G.T, l'entrepreneur devra soumettre à l'Administration dans les 15 jours de la notification de l'ordre de service notifiant l'approbation de son marché, le calendrier d'exécution des travaux d'entretien selon lequel il s'engage à conduire le chantier comportant tous les renseignements et justifications utiles.

Ce programme sera présenté sous forme de planning classique et fera ressortir les délais d'exécution par phase de travaux. Il sera établi en fonction du détail d'exécution fixé au présent C.P.S.

Si au cours des travaux, il est constaté que leur avancement n'est pas en conformité avec le programme établi par l'entrepreneur et que ce retard n'est pas dû à un cas de force majeure, l'entrepreneur devra dans un délai de 10 jours (Dix) à partir de la mise en demeure qui lui aura été faite par ordre de service, prendre toutes les mesures nécessaires pour rattraper le retard constaté et proposer un nouveau calendrier de travaux.

ARTICLE 40 : SURVEILLANCE ET CONTROLE DES TRAVAUX

* Les agents des espaces verts auront pour tâche de surveiller et contrôler les travaux exécutés ou en cours de réalisation, ils devront signaler à l'entreprise toutes les anomalies constatées, celle-ci doit automatiquement prendre les mesures nécessaires pour y remédier, des P.V seront établis chaque semaine et chaque fois que nécessaire sur les travaux réalisés et signés conjointement. Le P.V du chantier aura une valeur exécutoire des notifications celles-ci en cas d'urgence, pourra être fait immédiatement après notification du procès verbal auront valeur d'ordre de service.

* L'Entrepreneur est tenu d'assister personnellement ou de se faire remplacer par un représentant hautement qualifié et habilité à prendre des décisions en son nom, aux rendez-vous de chantier.

* L'entrepreneur fera connaître les personnes responsables à prévenir en cas de besoin et indiquera les moyens de les atteindre.

* Lors des visites, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opération dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toutes opérations de mesure.

* La périodicité des visites est fixée par le représentant de service des espaces verts de la commune de Salé qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite voulue sous préavis de 24 heures.

* Au cas où l'administration constate qu'une ou plusieurs prestations n'ont pas été exécutées dans leurs totalités et conformément au descriptif du CPS dans un site donné, l'ensemble des prestations, du dit site, seront considérés comme non réalisées et par conséquent non attachées.

* L'administration peut à tout moment procéder au changement dans le calendrier des plantations de fleurs de saison et ce pour des raisons d'esthétique ou de manifestation quel que soit sa nature survenue dans la ville.

ARTICLE 41 : REUNION DU CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de se rendre personnellement ou se faire représenter aux convocations de M.O pour accompagner ses représentants sur le chantier lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le M.O. Il sera dressé pour chaque réunion de chantier un procès-verbal de réunion comportant des observations ou décisions, qui sera signé par les représentants du M.O et contre signé par l'entrepreneur ou son représentant en fin de séance et aura une valeur exécutoire. Les décisions et observations inscrites à ce même procès-verbal auront valeur d'ordre de service.

ARTICLE 42 : RAPPORTS TECHNIQUES

L'Entrepreneur produit à la fin de chaque mois de travail un rapport mensuel qui servira pour l'établissement des situations d'attachement et décomptes. Ce rapport englobera un bilan total des interventions effectuées ; et comportera les éléments suivants :

- Nom de l'espace vert
- Emplacement ou adresse
- La date d'exécution
- La nature des travaux
- Le quantitatif de l'intervention

Par ailleurs un planing d'intervention sera fourni au maître d'ouvrage au début de chaque mois qui explicitera toutes les interventions qui auront lieu durant le mois ; pour ce, deux réunions dont les dates seront fixées par les soins des agents des espaces verts, l'une au début du mois et l'autre interviendra à la moitié du même mois ; seront encadrées par des procès verbaux qui orientent tous les travaux d'entretien des espaces verts de la ville.

Aussi l'entrepreneur est tenu de présenter un rapport mensuel des interventions d'entretien du réseau d'arrosage qui contient la date, la nature, et le lieu de l'intervention.

hormis ces rapports l'entrepreneur doit soumettre à l'administration un rapport global qui contient les informations suivantes et ce dans les 15 jours après le commencement des travaux et aussi à chaque fois où l'administration juge nécessaire de fournir ce rapport suite à un changement des moyens humains et matériels qui interviendront lors de la réalisation des prestations du marché.

Ce rapport technique :

- * permettra de vérifier la bonne exécution de ses obligations contractuelles par l'entrepreneur.
- * permettra de définir les nouvelles priorités à engager dans le cadre du Marché. Le rapport comportera les éléments suivants
 - L'effectif de l'équipe d'intervention
 - Le matériel, les véhicules et les engins utilisés
 - L'état sanitaire des végétaux, développement et autres informations utiles,
 - L'état des équipements annexes de jardin, mobilier urbain et autres,
 - Une liste d'observation concernant l'espace vert,...
 - Toutes informations utiles.

ARTICLE 43 : PERSONNEL DE L'ENTREPRISE

L'entreprise a une obligation de résultat, pour ce faire il doit avoir le personnel qualifié nécessaire au bon accomplissement des prestations prévues au CPS et dans le cadre de la réglementation en vigueur. Il doit avoir la maîtrise complète de son personnel, son action s'étendra sur :

- Le respect de l'horaire
- La surveillance du personnel et le respect des consignes du travail
- La surveillance de la tenue du personnel
- La surveillance de l'exécution des prestations
- La prise de contact avec le service des espaces verts de la commune urbaine de Salé autant que besoin, par le responsable d'encadrement.

L'entreprise doit mettre à la disposition de l'administration un effectif suffisant et qualifié dans le domaine de jardinage et du gardiennage et qui soit permanent pour qu'il n'y ait aucune interruption du service à aucun moment et une bonne exécution des prestations.

Il est interdit, sous la responsabilité de l'entreprise, à son personnel de procéder à la récupération des graines issues de fruits des espèces existantes sur les lieux et des boutures générées des opérations de la taille. Seule la Commune procédera à la gestion des produits à récupérer.

La Commune exigera le remplacement immédiat de tout employé qui ne respectera pas ces prescriptions, ou dont la conduite serait un obstacle à la bonne exécution du service et de sa notoriété.

ARTICLE 44 : TENUE DE TRAVAIL ET ENGAGEMENT

Les employés de l'entreprise titulaire du marché reconductible doivent porter une tenue de travail identique, portant les insignes de l'entreprise et être encadrés par un superviseur et doivent être reconnus sur le chantier.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès des lieux de travaux à tout agent du titulaire du marché reconductible qu'elle estimerait indésirable notamment du fait de conduite en service ou de sa tenue et celui-ci doit être remplacé immédiatement.

ARTICLE 45: MATERIELS, VEHICULES ET ENGINS DE L'ENTREPRISE MIS A LA DISPOSITION DES TRAVAUX OBJET DU MARCHE.

Conformément à l'article 24 du CCAG-T, l'entrepreneur doit utiliser le matériel approprié pour la bonne exécution des prestations objet du marché selon les règles de l'art, il doit affecter au chantier le matériel qu'il a prévu dans son offre ou éventuellement le matériel présentant des performances au moins similaires.

L'entrepreneur ne peut retirer du chantier le matériel affecté à l'exécution des travaux conformément à ses engagements, toutefois lorsqu'il envisage de retirer une partie de matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il doit au préalable en informer par écrit le maître d'ouvrage en précisant la nature et la consistance du matériel à retirer et les raisons du retrait demandé, et en s'engageant à ce que le dit retrait n'ait aucune conséquence sur la réalisation des travaux.

- Le Matériel, Véhicules et engins doit être en nombre suffisant pour assurer le service conformément au CPS.

- L'entrepreneur s'engage par son offre à apporter le matériel nécessaire, il s'engage à un ensemble de moyens techniques qu'il doit décrire dans le détail.

- Il a ainsi à sa charge de présenter pour chacun des postes le matériel proposé avec l'ensemble des caractéristiques techniques et performances.

Pour assurer ces prestations l'Entreprise doit apporter :

Désignation du matériel	Quantité
Camion citerne	06
Camion à benne	02
Camion nacelle pour élagage du palmier	01
Pick-up	01
Un véhicule pour encadrement et suivi des travaux	01
Tondeuse à gazon autoportée	10
Tondeuse à gazon autotractée	02
Débrousailluse	20
Tronçonneuse	05
Taille haie de marque Stihl HS 81 ou similaire	30
Un lot de petit matériel : Cisailles et Sécateurs, Houes et Binettes, Scies a main et Scies à arc, Balais a Gazon et Râteaux, Pioches et Pelles,	Nombre Suffisant pour chaque site

Cette liste n'est pas limitative, l'Entreprise gardant l'initiative et la responsabilité du choix des véhicules et matériels qu'il utilisera, tout en respectant la liste du minimum de matériel à apporter par l'Entreprise qui reste responsable de son matériel, véhicules et engins.

L'Entreprise doit maintenir ces véhicules en bon état de fonctionnement et assurer à cet effet toutes les opérations d'entretien, de réparation et de mise en état.

L'Entrepreneur devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage, un échantillon de chaque matériel qu'il compte utiliser, il ne pourra mettre en œuvre des matériaux ou de matériels qu'après acceptation du maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur devra présenter à toute réquisition, les certificats attestant de la qualité des matériaux proposés.

L'entrepreneur devra prendre toutes ces précautions pour posséder sur son chantier les quantités suffisantes de matériaux, vérifiées et acceptées, nécessaires à la bonne marche des travaux.

ARTICLE 46 : ETENDUE DE GARANTIE

Tout produit ou prestation fournies par l'entreprise sera sous sa responsabilité. L'entreprise doit prendre les mesures appropriées pour garantir une meilleure qualité des espaces mis à sa charge et procédera à leur entretien et remplacement des plants ou placettes afin d'éviter toute dégradation ou dépérissement.

ARTICLE 47 : CONSERVATION DES CARACTERISTIQUES DES ESPACES VERTS

Quelle que soit leur nature, les travaux d'entretien ne doivent entraîner de modification ni dans la qualité technique, ni dans l'aspect esthétique des espaces verts.

En particulier, leur tracés initial, en plan comme en niveaux, doit être respecté, les végétaux ou ceux utilisés à l'origine. Toute modification que l'entrepreneur serait amené à proposer en vue d'améliorer l'aspect fonctionnel ou esthétique des espaces verts, ou d'en faciliter l'entretien, devra être soumise l'administration pour approbation.

ARTICLE 48 : GARANTIE DE REPRISE DE TOUS LES VEGETAUX

L'entrepreneur est tenu d'assurer la garantie de reprise de tous les végétaux. A ce titre, il devra remplacer, à ces frais tout végétal mort ou présentant des signes de manque d'entretien, et ne pourra s'argumenter d'une mauvaise qualité des sols ou d'une inadaptation des végétaux pour dégager sa responsabilité. Le remplacement des végétaux morts ou disparus sera réalisé immédiatement. Les végétaux remplacés seront marqués par un ruban de couleur vive. Leur force sera supérieure à celle préalablement mise en place pour compenser la poussée.

CHAPITRE III :

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 49 : DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien objet du présent marché doivent être exécutés suivant les descriptions portées au bordereau des prix détail estimatif à savoir :

A- TRAVAUX D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS SUR LES JARDINS ET GRANDS AXES:

1)-Conservation des caractéristiques des espaces verts :

Quelle que soit leur nature, les travaux d'entretien ne doivent entraîner de modification ni dans les qualités technique, ni dans l'aspect esthétique des espaces verts.

En particulier, leur tracé initial, en plan comme en niveaux, doit être respecté. Les végétaux ou matériaux à remplacer ne doivent l'être qu'avec des éléments identiques en tous points avec ceux utilisés à l'origine. Toute modification que l'entrepreneur serait amené à proposer en vue d'améliorer l'aspect fonctionnel ou esthétique des espaces verts, ou d'en faciliter l'entretien, devra être soumis l'administration.

2)-Travaux de nettoyage:

a) Nettoyage léger: Ces travaux consistent à enlever quotidiennement des espaces verts les objets ou débris de toutes sortes qui peuvent, leur donner un aspect négligé ou gêner leur utilisation.

b) Nettoyage à fond : Comprend toutes les opérations de nettoyage nécessaires pour donner à l'espace vert un aspect convenable et à permettre son utilisation dans de bonnes conditions.

Il consiste à :

- * L'enlèvement de tous les déchets et objets résultant des travaux d'entretien ou déposés par les usagers, le ratissage et le balayage des débris végétaux (feuilles mortes, brindilles arrachées aux arbres)

- * L'enlèvement des plantes sèches dans les massifs, et plates-bandes.

- * Balayage des allées et sols inertes. Pendant leur entreposage, avant évacuation au lieu indiqué par la Division des espaces verts, ces déchets devront être protégés de la dispersion. L'entreposage ne pourra en aucun cas dépasser deux journées. Le balayage sera fait à l'aide de matériel adapté à cet usage sans nuire à la quiétude des usagers des espaces verts. Ces travaux couvriront l'ensemble de la superficie des Espaces Verts faisant l'objet de présent marché.

c) Vidage des récipients et entreposage des déchets : Le vidage des récipients à déchets sera effectué d'une façon permanente au cours de la journée dans un engin approprié. En cas de panne de ce dernier ou la non disponibilité des récipients, l'ouvrier peut former des tas de déchets qui seront chargés sur une brouette ou un tombereau.

d) Désherbage : Arrachage et sarclage des herbes adventices. Au cas où l'entrepreneur opte pour un désherbage chimique, il doit en demander l'autorisation de la Division des Espaces Verts.

Les déchets enlevés doivent être déposés à des emplacements désignés par le Division des Espaces Verts. Pendant leur entreposage avant évacuation, ces déchets seront protégés de la dispersion.

3)-Tonte et entretien des pelouses :

La tonte des surfaces engazonnées dans les différents lieux d'intervention suivant les indications de la Division des espaces verts et à chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Les gazons doivent être maintenus propres, uniformes et bien épais. Le désherbage chimique ne peut être autorisé que sur les aires qui s'y prêtent.

Pour un maintien adéquat, l'entreprise devra mobiliser des tondeuses et des débroussailleuses et tout équipement nécessaire. Les appareils utilisés devront être agréés par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le bon entretien des pelouses a pour but de leur assurer en permanence un aspect esthétique convenable.

a) Tonte du gazon : La tonte doit être réalisée aussi fréquemment que nécessaire pour assurer le maintien du gazon à une hauteur uniforme. Après chaque coupe les herbes doivent constituer un tapis régulier, sans ondulations ni traces marquant les raccords des passages des machines utilisées. La tonte doit s'effectuer une fois la hauteur de l'herbe dépasse 8cm. La coupe doit être franche et le type des machines utilisées doit être adapté à la nature du gazon

b) Ramassage des herbes : Après chaque tonte, les herbes coupées doivent être évacuées immédiatement au lieu indiquer par la Division des espaces verts. Le dépôt et l'évacuation des déchets de coupe sont à la charge de l'entrepreneur. Les déchets ne pourront être déposés sur les plantations, aires de circulation, d'une manière générale, sur tous les revêtements sol salis sables.

c) Découpage des bordures et tailles complémentaires : Le découpage des bordures ou filets est exécuté chaque fois qu'il est nécessaire. Il doit respecter le tracé initial des massifs et bordures. Chaque coupe de pelouses doit être complétée par la taille des herbes qui ne seraient pas accessibles aux tondeuses.

Le dressage des bordures doit s'effectuer à la cisaille à gazon ou à l'aide d'une hachette dresse bordure.

4)-Entretien des sols cultivés (en dehors des pelouses) :

Les travaux de l'entretien du sol sont destinés à améliorer ou, tout au moins, à conserver les qualités du sol. Les criblages et binages des surfaces plantées doivent être exécutés aussi fréquemment que nécessaire pour assurer l'aération superficielle et la perméabilité du sol. Les travaux seront exécutés en évitant soigneusement de blesser les plantes dans leurs parties souterraines ou de briser les branches. A l'issue de chaque intervention, le sol doit se trouver nivelé correctement, les cuvettes d'arrosage reformées. Les façons culturales superficielles peuvent également être l'occasion d'enfouir les engrais et certains produits de traitement. Généralement, on effectue dans le courant de l'année, plusieurs binages pendant la saison de végétation. Sous les arbres et arbustes ou le sol n'est pas couvert, il est important de pratiquer un léger bêchage superficiel.

Les travaux de binage de sarclage et de retournement du sol exécutés selon les directives de la Division des Espaces Verts de la commune urbaine de Salé.

L'arrachage, le ramassage et l'évacuation des plantes adventices ainsi que des papiers et débris rencontrés, la façon de cuvette lorsque l'arrosage s'effectue à la manche. La vérification et si besoin la consolidation ou le relâchement des tuteurs et colliers (y compris remplacement si nécessaire) l'ébourgeonnage du pied des troncs d'arbres.

Le nettoyage d'entretien de massifs anciens d'arbres ou d'arbustes.

Le sol pouvant être plus ou moins recouvert de lierres par ratissage, y compris enlèvement des feuilles et branches mortes et débris.

5)-Taille et entretien des arbres et arbustes :

- La taille de formation d'arbres et d'arbustes, d'entretien et de régénération et les tailles en haies. Elles seront exécutées dans les règles de l'art, pour mettre en valeur la conception architecturale des plantations, en fonction des caractéristiques propres aux espèces: Port de l'arbre et de l'arbuste, époque de floraison, exigences particulières.....ainsi que l'évacuation des déchets au lieu indiqué par M.O. Les formes de tailles seront soumises à l'approbation de la division des espaces verts.

-Une surveillance en continu doit être effectuée pour assurer la lutte efficace contre les maladies diverses des arbres et des arbustes : des insectes, des ravageurs, des maladies fongiques, des bactéries, nématodes et des infections virales doivent être identifiées rapidement pour permettre l'apport des traitements phytosanitaires adaptées systématiquement sauf avec bonne raison justifiée par l'Entrepreneur.

6)-Désherbage des Circulations des jardins :

Désherbage total des surfaces minérales des jardins. L'opération consiste à désherber tout type d'herbe apparu sur les joints ou parois des cheminements en pavés autobloquants ou autres revêtements par pulvérisation intense des herbicides de type « Roundup ou Gramoxone » ou désherbant chimique similaire; y compris évacuation des résidus.

Le mode de mise en œuvre (type de pulvérisateur) doit être adapté aux types d'herbe à traiter et aux conditions du milieu. Il doit être agréé par la Division des Espaces Verts.

B - TRAVAUX DE PLANTATION:

Cette exécution comprendra outre la fourniture, le transport, le chargement, le déchargement, la plantation et services divers.

a- Fournitures des plantes

La fourniture à livrer sera conformément aux prescriptions de la législation marocaine. Il ne sera fait appel aux matériaux d'importation qu'en cas d'impossibilité de se procurer des produits marocains. Toutes les plantes proposées devront être de première qualité, dont les variétés indiquées au programme de fleurissement et en parfait état sanitaire. Toute fourniture qui, à la livraison, ne sera pas conforme ou reconnue comme n'étant pas de 1ère qualité sera refusée.

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les soins nécessaires au bon développement des plantes et à l'aspect esthétique de la plantation, en particulier: arrosage, traitement, pincements, ébourgeonnages, tailles, tuteurage, enlèvement des fleurs fanées, bêchage et nivellement des massifs etc. La garniture des massifs sera faite par des plantes saisonnières immédiatement remplacées après leur cycle végétatif. La Division des Espaces Verts indiquera les massifs destinés à recevoir des arbustes, plantes vivaces, bisannuelles ou annuelles. Les graines provenant des fleurs fanées ne pourront en aucun cas être ressemées sur place.

L'entreprise est tenue à protéger les végétaux existants lors des travaux.

La préparation du sol, confection des trous et la plantation de: fleurs vivaces, arbustes et arbres; doivent se conformer strictement aux indications du maître d'ouvrage.

Toutes les plantes doivent être en contenant et ne peuvent être plantées qu'après avoir subi un contrôle de qualité du plant devant être effectué avant la mise en terre.

L'entreprise est tenue de fournir la terre végétale riche en humus et exempte de racines et mauvaises herbes. Avant emploi, la terre végétale devra contenir du fertilisant et les engrais de fond.

L'entreprise veillera à la bonne tenue et l'entretien de toutes les plantations et procédera au remplacement des végétaux défectueux et jusqu'à la réception provisoire.

b- Préparation du terrain

Réglage du terrain et nivellement.

Toutes les surfaces de plantation seront remblayées avec de la terre végétale.

Le terrain sera ensuite nettoyé sur une épaisseur de 20 cm. Le nettoyage permettra l'extraction des racines, pierres et gravats divers. Il sera ensuite nivelé, soigneusement et finement ratissé.

L'épierrage du terrain sur 20 cm doit être fait soigneusement de façon à permettre un bon développement des plantes.

c- Ouverture des fosses de plantation

L'ouverture des trous de plantation en pleine masse sera effectuée aux dimensions minimales suivantes :

- Arbres tiges et grands sujets : 1.00x1.00x1.00m
- Arbustes : 0.50x0.50x0.50m
- Haies tranchées : 0.30x0.30m
- couvre sol : 0.10x0.10x0.10m
- Plantes vivaces : 0.30x0.30x0.30m

Les déblais résultants de ces fouilles seront évacués au lieu indiquer par le M.O.

d- Travaux de plantation

Les travaux de plantation et notamment la mise en place des gros sujets seront exécutés avec le plus grand soin.

Les arbres tiges et les arbustes seront mis en place dans les trous réservés, ceux-ci rebouchés complètement, la terre tassée, les cuvettes d'arrosage exécutées et un tuteurage effectué.

Toutes les plantes devront être de premier choix, bien constituées, sains, exemptées de parasites, bien ramifiées. Les mottes volumineuses et non brisées. Les tiges des arbres doivent être bien droites et tuteurées solidement pour éviter l'inclinaison ou la chute des sujets causés par le vent ou le tassement de la terre après arrosage. Les plantes qui le nécessitent seront taillées pour la bonne reprise d'une ramification plus dense.

Les dimensions des plantes indiquées au marché seront respectées impérativement.

Le repiquage des boutures de plantes couvre sol sera à raison de 80 boutures au moins au mètre carré pour assurer rapidement un tapis vert uniforme.

C – ENTRETIEN DU RESEAU D'ARROSAGE

1- Entretien du réseau d'arrosage :

Les prestations d'entretien du réseau d'arrosage à réaliser par l'Entrepreneur sont définies, mais pas limitées ci-après comme suit:

-La vérification de l'ensemble des lignes, secteur par secteur pour prévenir le bon fonctionnement des points d'eau, des goutteurs, de telle façon à ce que le réseau soit vérifié toutes les semaines en été et deux fois par mois en hiver. Toute fois, l'entrepreneur doit être vigilant aux signes de stress des plantes, qui pourront signaler un problème dans le réseau d'arrosage

-Réparation fuites éventuelles dans un délai ne dépassant pas 24 heures

- prévoir des travaux d'ouvertures de fouilles pour pose de réseaux

-Remplacement des pièces défectueuses, vandalisées ou endommagées du réseau d'arrosage.

- Raccordement éventuel au réseau REUSE des jardins et espaces limitrophes du dit réseau .

Les travaux seront exécutés conformément aux dispositions de l'installation initiale et suivant les règles de l'art.

En général, les réseaux d'arrosage doivent être entretenus, rénovés, remplacés si nécessaire et tenu dans un parfait état de fonctionnement à tout moment. Le remplacement de toute pièce défectueuse ne doit pas dépasser un délai de 24h.

La marque des pièces de rechange du système d'irrigation doit être identique à celle des équipements initiaux sauf si le maître d'ouvrage autorise l'utilisation d'une autre marque.

NB:La présence quotidienne d'une personne qualifiée pour l'entretien des réseaux d'arrosage est obligatoire.

D– ARROSAGE DES JARDINS :

a) Conditions générales : L'apport d'eau d'arrosage est une condition impérative pour une bonne conservation des espaces verts. Il appartiendra à l'entrepreneur de mettre en œuvre les moyens qu'il jugera les mieux appropriés, compte tenu des installations existantes et des possibilités d'utilisation

b) L'entreprise doit impérativement avoir six (06) citernes sur camion pour arroser les arbres d'alignements et les espaces verts qui ne sont pas encore alimentés en eau d'arrosage de REUSE, Les tuyaux et autres moyens d'arrosage seront à la charge de l'entrepreneur, L'eau d'arrosage est disponible au niveau des points d'eau de REUSE prévus à cet effet.

c) Précaution d'usage : Les arrosages ne doivent pas nuire au bon usage des espaces verts :

Pour la réalisation de cette prestation, l'entrepreneur doit mettre à la disposition de l'administration un effectif suffisant qualifié et qui soit permanent (24h /24 et 7 jours/7 y/c jours ferries) pour qu'il n'y ait aucune interruption du service les différents endroits indiqués dans les tableaux des sites des espaces verts cités dans l'article 37 :

Les agents doivent porter une uniforme agréée par le service des espaces verts de la commune de Salé . l'arrosage des jardins doit être assuré pendant le jour et la nuit selon les directives des agents des espaces verts tout en évitant d'arroser en périodes ensoleillées.

CHAPITRE IV : DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 50 : DEFINITION DES PRIX

Les travaux d'entretien objet du présent marché sont réputés comprendre:

- la production sur le chantier de toutes les fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux
- le nettoyage permanent des salissures causées par les engins et camions sur les voies de circulation situées à l'intérieur des espaces verts.
- les frais d'outillage et de matériel y compris éventuellement les locations d'engins et de véhicules exceptés lorsque celles-ci sont expressément commandées par l'administration
- les frais de main d'œuvre, y compris les charges afférentes, les indemnités divers, les déplacements, les intempéries, les frais d'assurance, etc.....
- Toutefois l'administration se réserve le droit de fournir les matériaux et les végétaux chaque fois qu'il le jugera nécessaire, et de désigner à l'entrepreneur le lieu où il doit en prendre livraison.

PRIX N° 1 : NETTOYAGE

Rémunère, par Mètre carré, les travaux d'entretien (6 jours sur 7), nettoyage et balayage des zones plantées, allées et sols inertes, fontaine ou bassins par : l'enlèvement de tous les déchets et objets résultant des travaux d'entretien ou déposés par les usagers : Débris, feuilles mortes, graines, branches, de même que le vidage des corbeilles à papiers et cuvette des arbres, en prenant les précautions d'usage conformément au cahier des prescriptions spéciales. Ainsi que l'évacuation de tous les déchets résultants de cette opération au lieu indiqué par le service des espaces verts.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n°.....1

PRIX N° 2 : ARROSAGE

Les agents d'arrosage veilleront à ce que les surfaces plantées soient arrosées selon les règles de l'art y compris toutes sujétions.

Les manipulations de vannes, boîtes d'arrosage, clapets vannes et des regards devront se faire avec les dispositifs ou les clés appropriées et selon le mode d'emploi indiqué par le fabricant. Les dégradations dues au non-respect de cette prescription seront à la charge de l'entreprise

- Arrosage à la manche des plantations, y compris, si nécessaire, façon de cuvette chaque fois que c'est nécessaire.
- Arrosage par aspersion à l'aide de matériel mobile à fournir par l'Entreprise. Ce matériel devra être agréé au préalable par le maître d'ouvrage ou son représentant.
- Les durées et fréquences d'arrosage par aspersion ou d'irrigation seront copieuses et suffisantes mais ne dépassant pas le débordement de l'eau.

Les conditions d'utilisation de l'eau ne doivent pas nuire à l'usage normal des espaces aménagés. L'intensité de l'arrosage ne doit pas provoquer de dégradations par ruissellement. Les dommages causés par une utilisation défectueuse de l'eau sont à la charge de l'Entrepreneur et doivent être immédiatement réparés par lui : les fuites devront être immédiatement signalées. l'arrosage doit s'effectuer en dehors des heures de pic de chaleur (11h et 16h) et de préférence la nuit.

Ouvrage payé au mois au prix n°.....2

PRIX N° 3 : ENTRETIEN DES PELOUSES

Rémunère, par Mètre carré entretenu pendant trois mois, les travaux d'entretien général des pelouses, qui consistent à, l'arrosage de toute la superficie engazonnée, la tonte du gazon, le dressage des bordures et le terreautage du gazon (1 fois par an). La tonte du gazon devra être réalisée par des tondeuses ou du matériel de jardinage parfaitement affûté afin que le gazon ne soit pas déraciné ou arraché. En aucun cas la hauteur maximum du gazon ne doit pas dépasser 8cm. Le gazon doit être maintenu propre, uniforme et bien épais. Le désherbage chimique ne peut être autorisé que sur les aires qui s'y prêtent. L'herbe coupée et les déchets résultants de ces opérations doivent être évacués au lieu indiqué par le service des espaces verts.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n°.....3

PRIX N° 4 : ENTRETIEN DES ZONES PLANTEES EN COUVRE-SOL

Rémunère, par Mètre carré entretenu pendant trois mois, les travaux d'entretien général des zones plantées en ficoïdes dans les parcs, jardins ou espaces verts sur voies publiques. Ils consistent à, l'arrosage, taille, désherbage fréquent, taille des bordures et le repiquage des zones dégradées ou dénudées ; y compris toutes sujétions. Les déchets résultants de ces opérations doivent être évacués au lieu indiqué par le service des espaces verts.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n°.....4

PRIX N° 5 : ENTRETIEN DES SOLS CULTIVES FLORAUX

Rémunère, par Mètre carré entretenu pendant trois mois, les façons culturales d'usage propres à assurer une bonne aération et structure des sols dans les massifs à fleurs, plates bondes ou toutes espaces fleuris, par des opérations de binage, désherbage, arrachage de plantes adventices ou détritiques, plus le remodelage et le façonnage de ces surfaces par des apports de terre végétale et du fumier. Ainsi que l'exécution des travaux d'irrigation, pour assurer un bon développement des plantes.

Ces interventions intéresseront tous les massifs à fleurs dans les parcs, jardins, square et espaces verts sur voies publiques.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n°.....5

PRIX N° 6 : ENTRETIEN DES SOLS CULTIVES ARBUSTIFS

Rémunère, par Mètre carré entretenu pendant trois mois, les façons culturales d'usage propres à assurer une bonne aération et structure des sols dans tous les massifs arbustifs, sous les haies, et le façonnage des cuvettes des arbres et arbustes. Ils consistent à : exécuter des opérations de désherbage, criblage, ratissage, et nettoyage de tous détritiques, plus le remodelage et le façonnage de ces surfaces par des apports de terre végétale. Ainsi que l'exécution des travaux d'irrigation de tous les espaces arbustifs pour assurer un bon développement des Arbres et Arbustes.

Ces interventions intéresseront tous les massifs arbustifs dans les parcs, jardins, square et espaces verts sur voies publiques.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n°.....6

PRIX N°7 : ENTRETIEN DU SYSTEME D'ARROSAGE

Ce prix rémunère au mètre linéaire la réfection des conduites d'adduction d'eau. L'entretien consiste à réparer les fuites, entretenir le réseau, remplacer le tubage du calibre 40 et 64 mm de diamètre, y compris le creusement des fouilles et les accessoires de réductions, ainsi que l'installation de nouveaux réseaux de raccordement des espaces verts au réseau REUSE qui passe à proximité.

Ce prix rémunère les travaux d'entretien et réparation du système d'arrosage,

Ouvrage payé au m.l au prix n°.....7

PRIX N° 8 : TAILLE DES ARBRES D'ALIGNEMENT

La taille de formation des arbres d'alignement toutes hauteurs dans différents artères de la ville de Salé; travaux à réaliser selon les règles de l'art en fonction des caractéristiques propres aux espèces et taille décorative de l'arbre suivant les indications du Maître d'ouvrage. Y compris l'évacuation des déchets au lieu indiqué par le service des espaces verts.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°.....8

PRIX N°9- COUPE (OU ABATTAGE) ET DESSOUCHAGE DES ARBRES ET PALMIERS

L'opération de la coupe consiste à intervenir d'urgence pour couper les arbres et les palmiers déracinés, tombés suite aux accidents ou suite aux vents forts ou suite à d'autres circonstances et dégager de toute urgence la voie ou l'espace concerné. Une intervention demandée d'urgence doit être exécutée immédiatement.

L'opération d'abattage concerne les arbres et les palmiers morts ou malades ou présentant un danger. L'entrepreneur est tenu de procéder en premier lieu à un élagage sévère de l'arbre, puis couper le tronc ou le démonter par sections lorsqu'il s'avère dangereux.

L'opération de dessouchage et coupe des racines pour limiter toute repousse ultérieure, doit être menée de façon à ne pas porter préjudice aux réseaux d'assainissement, eau potable, téléphone et électricité.

L'abattage d'un arbre ou d'un palmier ne doit se décider qu'après étude de tous les paramètres. Il ne doit en aucun cas se faire qu'après avis du maître de l'ouvrage.

Ce prix rémunère les travaux de coupe ou d'abattage des arbres et des palmiers, l'opération de dessouchage, le ramassage et l'évacuation des débris aux endroits indiqués par le M.O, le nettoyage du site et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°..... 9

PRIX N° 10 : ELAGAGE DES PALMIERS TOUTES HAUTEURS

La taille des rameaux et palmes dépérissants des palmiers de tout genre et toutes hauteurs dans différents artères de la ville de Salé; travaux à réaliser selon les règles de l'art en fonction des caractéristiques propres aux espèces et l'aspect de palmier suivant les indications du Maître d'ouvrage. Y compris, le traitement phytosanitaire, l'évacuation des déchets au lieu indiqué par le service des espaces verts.

Ouvrage payé à l'unité au prix n° 10

PRIX N°11 : DENUDATION DES STIPES DES PALMIERS TOUTES HAUTEURS :

Dénudation des stipes des palmiers toutes hauteurs par enlèvement des bases des anciennes pétioles (depuis le sol jusqu'à le départ des palmes) en laissant ainsi la surface de la totalité du stipe lisse ; travaux à réaliser selon les règles de l'art et suivant les indications du Maître d'ouvrage dans différents artères de la ville de Sale. Y compris dans le prix l'évacuation des débris à la décharge public.

Ouvrage payé à l'unité au prix N° 11

PRIX N° 12 : REMPLACEMENT ET PLANTATION D'ARBUSTES VARIES ENDOMAGES

Ce prix rémunère, par unité, les travaux de fourniture et de plantation d'arbustes variés a quantité égale entre les espèces suivantes (Rosiers, Coprosma, Bougainville jennah, plombago, lantana, pittosporum) de: (Hauteur 40 cm, formé de 5/6 brins). Les parties extérieures doivent être, bien formées, avec une ramification régulière et une densité constante. Y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finition.

Ouvrage payé à l'Unité au prix n° 12

Prix n°13 : REMPLACEMENT DES ARBRES MANQUANTS:

Ce prix rémunère les travaux d'ouverture des trous et de préparation du sol et la fourniture et les plantations d'arbres manquantes dans les jardins et alignements (Ficus nitida, Jacaranda, Brachychiton discolor, tipuana, chorizia) ...), de 20 à 24 cm de circonférence et suivant les indications du maitre d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n° 13

Prix n°14 : REMPLACEMENT DES PALMIERS DU GENRE WASHINGTONIA DE 6 M

Ce prix rémunère les travaux d'ouverture des trous et de préparation du sol et la fourniture et la plantation de palmiers manquants dans les alignements de 6 mètres de stippe selon l'homogénéité de l'alignement et suivant les indications du maitre d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n° 14

Prix n°15 : REMPLACEMENT DES PALMIERS DU GENRE WASHINGTONIA DE 4 M

Ce prix rémunère les travaux d'ouverture des trous et de préparation du sol et la fourniture et la plantation de palmiers manquants dans les alignements de 4 mètres de stippe selon l'homogénéité de l'alignement et suivant les indications du maitre d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n° 15

PRIX N°16 : REMISE EN ETAT DES ESPACES EN COUVRE SOL DE DIFFERENTES ESPECES

Fourniture et Plantation des couvres sol : Carpobrotus edulis, Apténia et autres selon indications et choix du Maitre d'Ouvrage. Le repiquage des boutures de plantes couvre sol sera (60boutures/m²) pour assurer rapidement un tapis vert uniforme ; y/c la préparation du sol, l'arrosage et la garantie de reprise.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 16

PRIX N°17 : REMISE EN ETAT DE GAZON

Ce prix comprend la fourniture et la plantation de gazon en bouture (80boutures/m²) ou semi des graines (environ 40 grammes par m2) de gazon, selon les indications du maitre d'ouvrage et la specifications des lieux, avec la préparation du sol et l'incorporation d'engrais de fond selon les règles de l'art y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 17

PRIX N°18 : AMENDEMENT ET FERTILISATION CHIMIQUE

Ce prix rémunère, par Kilogramme, les travaux d'entretien des végétaux par la mise en oeuvre des produits fertilisants chimiques (complexe NPK, Ammonitrate. urée. sulfate d'ammoniaque,...) selon choix et indication du Maitre d'ouvrage. Amendements habituellement jugés indispensables à la bonne croissancè des plantes et à la conservation des qualités physico-chimiques des sols. Base de 20 à 25 kg d'engrais complet /Arelans

L'entrepreneur devra, avant toute application d'amendement ou d'engrais, soumettre à l'agrément de la Division des Espaces Verts Mes formulations qu'il propose. Il doit fournir tous les éléments permettant de vérifier les quantités et les qualités des engrais approvisionnés.

Ouvrage payé au Kg au prix n°.....18

PRIX N°19 : FERTILISATION A BASE D'ENGRAIS CHIMIQUES SOLUBLES

Généralement pour les surfaces gazonnées et les massifs arbustifs :

Apport des engrais NPK complets, des engrais binaires, des engrais azotés et potassiques : (Engrais Floranid, Engrais complexe 14.28.14, Ammonitrate 33.5%, Urée 46%, Sulfate d'ammoniaque 21%, ...etc.)

Le choix de type d'engrais dépend de la période, de la nature du sol et de l'état de végétations.

Les apports doivent être effectués sur une terre humide (arroser avant si besoin)

quatre fois par an à base de 20 à 25 g/m².

Y compris dans le pris la fourniture et la mise en œuvre.

Ouvrage payé au Kg au prix n°..... 19

PRIX N°20 : APPORT ET MISE EN OEUVRE DE FERTICOMPOSTE

Ce prix comprend la fourniture et la mise en œuvre de Ferticomposte (Ecofertile) de qualité supérieure. Il doit être soumis au M.O pour approbation avant son épandage et son mélange à la terre végétale.

Ouvrage payé au Kg au prix n°.....20

PRIX N°21- TRAITEMENT PHYTOSANITAIRE PAR INSECTICIDE LIQUIDE

Traitement contre les pucerons, les cochenilles et autres insectes par pulvérisation des produits préconisés suivants :

- Insecticide ULTRACIDE 40 à base de 420 g/l de démethidathion
- Insecticide DECIS à base de 50 g/l de Deltametrine
- Insecticide DURSBAN à base de 480g/l de chlorpyriphos éthyl Y compris dans le pris la fourniture et la mise en œuvre.

Ouvrage payé au litre (non dilué) au prix N°..... 21

PRIX N° 22- FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DE LA TERRE VEGETALE

Ce prix rémunère la fourniture et la mise en œuvre de la terre végétale locale (originale de la région) exempt de tout déchet ; y compris toute opération de tamassage et épandage.

Ouvrage payé au m3 au prix n°.....22

CHAPITRE V :

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

MARCHE N° 52/CS/2024

OBJET : TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DES ESPACES VERTS
"COMMUNE DE SALE"

Le présent marché reconductible est passé par appel d'offres ouvert national sur offres de prix en application de l'alinéa :
paragraphe 1 et l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431
(8 mars 2023) relatifs aux marchés publics.

POUR UN MONTANT DE :

MONTANT TTC EST DE (EN CHIFFRES ET EN LETTRES) :

PRESENTE PAR :

Lotfi YAFAA
Chef de Service
des Espaces Verts

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE : 31/10/2024

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE :



Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé

LU ET ACCEPTE PAR :
(L'entrepreneur)

A SALE, LE :

A SALE LE :

WISE PAR

APPROUVE PAR :

A SALE, LE :

A SALE, LE :